COMMUNIQUE DE PRESSE

Publicités télévisées et lutte contre l'obésité infantile : 22 associations et fédérations dénoncent les manœuvres du Ministère de la Culture

Nous, personnes souffrant d'obésité, de surpoids ou de diabète, parents d'élèves, familles, enseignants, responsables de restauration scolaire ou collective, maîtres cuisiniers, mutualistes, consommateurs,... interpellons le Ministère de la Culture pour lui demander de cesser ses entraves à la mise en place des mesures de protection des enfants annoncées par Roselyne BACHELOT.

En février dernier la Ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative annonçait un ensemble de mesures¹ pour lutter contre la progression de l'obésité infantile (activité physique scolaire et périscolaire, restauration scolaire, formation des personnels en contact avec les jeunes ...) venant compléter les mesures précédentes en matière d'amélioration de qualité nutritionnelle des aliments.

Dans le domaine du marketing télévisé, la Ministre de la Santé demandait à l'industrie agro-alimentaire et aux régies publicitaires des engagements pour cesser la diffusion des publicités pour les produits les plus gras, salés ou sucrés aux heures de grande écoute des enfants. Bien qu'avec retard, les professionnels de l'agro-alimentaire ont défini une position de principe consistant à réserver les publicités aux seuls produits dont l'intérêt nutritionnel est démontré. Il ne restait donc plus qu'à faire définir les profils et les horaires sous la responsabilité des nutritionnistes et des pédiatres pour trouver un accord équilibré.

Contre toute attente, la Direction du Développement des Médias au sein du Ministère de la Culture a rédigé, avec les seules régies publicitaires, une charte pour faire barrage à ce projet d'encadrement de la publicité. Cette charte que Christine ALBANEL prévoit de faire avaliser prochainement en réunion interministérielle, sacrifie tout projet d'encadrement publicitaire au profit d'une liste à la Prévert de mesurette sans intérêt.

Aujourd'hui, 23 sociétés savantes et plus de 1500 médecins, nutritionnistes, pédiatres et scientifiques lancent un cri d'alarme². Nous nous associons à leur appel et refusons qu'un dossier de santé publique soit entre les mains des publicitaires. En conséquence, nous demandons :

- que le Gouvernement reconnaisse la gravité de l'épidémie d'obésité en France,
- que soit confirmée au niveau interministériel la prééminence du Ministère de la Santé sur ce dossier,
- que les professionnels de l'agro-alimentaire et des régies publicitaires présentent leurs propositions au Ministère de la santé, à l'exclusion de toute autre instance.

Mais dans le cas où les industries alimentaires, les régies publicitaires et le Ministère de la Culture décideraient de maintenir en l'état cette charte notoirement insuffisante, nous demanderons à ce que l'on tire la conclusion de l'échec des tentatives d'autorégulation, et que sans plus tarder les mesures annoncées par Roselyne BACHELOT soient mises en place par la Loi.

¹ « Nutrition et obésité : nouvelles mesures pour 2008 » - 4/02/2008 et le plan « Santé des jeunes » - 27/02/2008

² Au-delà de l'image corporelle, l'obésité a des conséquences graves sur la santé : élévation des graisses dans le sang entraînant de nombreux problèmes cardiovasculaires, insuffisances respiratoires, diabète de type II, augmentation de la pression artérielle. Ainsi, la probabilité d'attaque cérébrale est multipliée par deux dans le cas d'un indice de masse corporel (IMC) supérieur à 30. On calcule également que pour une obésité importante (IMC supérieure à 40), l'espérance de vie peut être réduite de 10 ans.

Contacts des Associations et Fédérations signataires :

- ACEHF (Association Culinaire des Etablissements Hospitaliers de France) : Gérard PRETEUX : 05.46.48.54.60
- AFD (Association Française des Diabétiques) : Jacques LE DISEZ : 01.40.09.68.03
- AJD (Association des Jeunes Diabétiques) : Marthe VIAS : 06.63.72.18.62
- ALLEGRO FORTISSIMO (association de personnes obèses) : Sylvie BENKEMOUN : 06.13.23.43.74
- ANDRM (Association Nationale des Directeurs de la Restauration Municipale) : Mireille RENARD : 06.73.16.74.58 / 01.49.58.43.56
- CCC : (Comité de Coordination des Collectivités de France) : Marie-Cécile ROLLIN : 06.81.54.02.47
- CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie) : Lucien DE BROT : 01.56.54.32.36
- COGRADE (Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant) : Barbara WALTER : 04.78.24.03.11
- FAMILLES DE FRANCE : Michel BONNET : 06.12.99.32.84
- FAMILLES RURALES : Amélie BACHELET : 01.44.91.88.88
- FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves) : Laurence GUILLERMOU : 01.43.57.16.16
- FNMF (Fédération Nationale de la Mutualité Française) : Christelle CROS : 01.40.43.63.26
- LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT : Christine MENZAGHI : 01.43.58.95.84
- MAITRES CUISINIERS DE FRANCE : Michel BLANCHET : 01.39.62.11.67 / 01.45.26.99.39
- PEEP : (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) : Marthe TURQUIEH : 01.44.15.18.13
- PULPECLUB (association de personnes obèses) : Catherine LEMOINE : 06.81.19.87.96
- UDIHR : (Union des Ingénieurs Hospitaliers en Restauration) : Didier GIRARD : 02.43.43.25.99
- UFAL (Union des Familles Laïques) : Bernard TEPER : 06.08.10.44.52
- UFC-QUE CHOISIR : Marie-Christine BRUMENT : 01.44.93.19.84
- UFCS (Union Féminine Civique et Sociale) : Dominique SELLIER : 01.44.54.50.58
- UNAPE (Union Nationale d'Associations Autonomes de Parents d'Elèves) : Béatrice CHESNEL : 06.84.34.72.27
- UPRT (Union des Personnels de la Restauration Territoriale) : Philippe LULIN : 06.20.85.80.23